

Communiqué de presse

Urgence logement, solidarité urgente.

Depuis le 9 octobre, les étudiants sans logement occupent le gymnase de la halle des sports de l'université de Caen. Les différents pouvoirs publics se renvoient la responsabilité non seulement de cette situation mais aussi de sa résolution.

Hier, la présidente de l'université accompagnée d'une quinzaine de personnes de ses services techniques est venues couper l'eau, l'électricité et le chauffage dans ce gymnase. La présidente a menacé les étudiants sans logement, ainsi que ceux qui les soutiennent de sanctions disciplinaires, voire d'expulsion s'ils ne libéraient pas le gymnase pendant la journée.

Le collectif Urgence Logement réuni en assemblée générale a alors décidé d'occuper ce gymnase uniquement pendant la nuit, et d'aller porter ce matin même à la présidence les revendications suivantes :

- l'attribution d'une autre salle pendant la journée afin que les étudiants sans logement puissent bénéficier d'un lieu de vie.
- Le soutien officiel de l'université de Caen aux étudiants sans logement et d'éventuels aménagements spécifiques pour les étudiants sans logement qui ont du mal à suivre les cours du fait de leur situation.

Seule la demande d'attribution de la salle a été acceptée (sans engagement écrit). Mais la présidente a refusé de nous donner les clés de cette salle si les étudiants ne quittaient pas les locaux.

Ensuite, nous donnant une grande leçon de démocratie universitaire, une fois les étudiants sans logement sortis, la présidente a demandé à la police d'intervenir, ce que celle-ci s'est empressé de faire en interpellant 16 personnes, ce qui n'était pas arrivé depuis près d'une trentaine d'années. Une plainte a été déposée par l'université, ainsi que la promesse de sanctions disciplinaires envers les étudiants solidaires. Devant la pression des étudiants, ces poursuites ont été abandonnées.

Par conséquent, le collectif Urgence logement a appelé à la mobilisation cet après midi suivie par 300 à 400 étudiants pour demander :

- Que les intrusions de la police cessent sur le campus universitaire.
- Que les étudiants sans logement soient relogés dans les plus brefs délais et dans des conditions décentes.

En effet, comment ne pas être choqué par l'emploi de telles méthodes dans ce lieu supposé de culture, d'échange, de débat et d'ouverture qu'est l'université ainsi que par la précarisation grandissante des étudiants que l'administration universitaire tend à entretenir en laissant tant d'étudiants à la rue.

Des questions restent posées :

- Où en sont les négociations CROUS Offices HLM ?
- Où en sont les négociations avec le CIS ?
- Qu'en est-il des étudiants dont la demande de dossier au CROUS a été refusée ?
- Quand les étudiants sans logements auront-ils un logement ?

Rendez vous tous les jours devant la présidence de l'université à midi pour réclamer des logements pour les étudiants qui n'en ont toujours pas et pour protester contre l'intrusion de la police sur le campus universitaire.

Le collectif Urgence logement